



APPEL A LA MOBILISATION DES AGENT.ES TERRITORIAUX DU GRAND PARIS SEINE OUEST

FACE AU PLAN D'AUSTERITE ANNONCÉ, PREPARONS LA NECESSAIRE LUTTE COLLECTIVE !

17/10/2024

L'urgence de sortir des politiques d'austérité

Dans sa déclaration de politique générale, Michel Barnier, premier ministre, a déclaré que sa priorité sera de redresser les finances publiques, évoquant sur un ton catastrophiste les 3 000 milliards de dette. Mais d'où vient cette dette et qui en a bénéficié ?

Ce ne sont pas les travailleurs qui eux ont vu leur niveau de vie dégringoler ! Cela n'a pas non plus servi à financer les hôpitaux qui manquent de personnel et où des malades peuvent rester pendant des heures sur des brancards dans les couloirs des services d'urgence !

Les EHPAD, les crèches, l'école, les transports, le logement, tous les services les plus indispensables à la population, se trouvent dans une situation catastrophique, victimes des politiques d'économies que tous les gouvernements ont menées depuis des années pour pouvoir arroser les grands groupes capitalistes et garantir les profits de leurs actionnaires. Les responsables de cette situation, ce sont ces gouvernements !

Pendant ce temps-là, les 500 premières fortunes professionnelles de France pèsent au total 1 170 milliards d'euros en 2023 selon le magazine *Challenges*. Vingt ans plus tôt, elles représentaient 124 milliards d'euros. Le patrimoine cumulé par les 500 plus gros propriétaires d'entreprises et leur famille entre 2003 et 2023 a été multiplié par 9,4 (+ 844 %). Une hausse qui dépasse de très loin l'inflation (les prix à la consommation ont augmenté de 39 % sur la période).

Michel Barnier a précisé les grandes lignes de sa campagne austéritaire pour trouver 40 milliards d'euros d'économies en taillant notamment dans les dépenses publiques. Avec la sécurité sociale, ce sont bien tous les services publics et ses travailleurs que compte attaquer le gouvernement pour arriver à cette fin.

Il a ainsi annoncé vouloir « fusionner des services publics » tout en précisant que le gouvernement va « sans doute ne pas remplacer tous les fonctionnaires et contractuels quand ils ne sont pas en contact direct avec les citoyens (passage à l'IA) ; ne pas renouveler tous les fonctionnaires qui partent en retraite ».

Le gouvernement a aussi prévu de faire des économies à hauteur de 5 milliards sur le budget des collectivités qui vont forcément se répercuter sur le fonctionnement des services publics dans les différents territoires et les agents, à l'image des pistes proposées par la cour des comptes.

GPSO sera sans aucun doute impacté par ces mesures (moins 4 millions d'euros d'après la note rédigée par Intercommunalité de France) ce qui entraînera des conséquences négatives au niveau de l'emploi, des conditions de travail, de la rémunération, voir des prestations sociales !!

Votre service est probablement concerné.

Face à ces attaques gouvernementales et peut être locales, nous ne sommes pas condamnés à subir ! Le gouvernement étrangle les collectivités locales. Il faut revenir à des dotations pour que les collectivités regagnent leur autonomie fiscale et développent des politiques publiques locales.

Appel à la syndicalisation

Nous avons entre nos mains la force de renverser le cours des choses. Ne serait-ce que localement, nous, salarié-e-s de GPSO, quelques soit nos fonctions, nous sommes les bras et les cerveaux qui font tourner la collectivité, et à l'échelle de la société, on doit uniquement au dévouement, au courage, à l'énergie, à l'intelligence des travailleurs son fonctionnement quotidien.

En nous mobilisant, nous représentons une force extraordinaire et redoutable pour la défense de nos intérêts et ceux des usagers du service publics.

Mais pour construire et organiser cette force, nous avons besoin d'une organisation collective qui regroupe les salariés et c'est pourquoi nous vous invitons à rejoindre le syndicat CGT-GPSO.

La CGT porte une autre répartition des richesses. Notre syndicat porte des revendications :

- **Revalorisation du point d'indice à 6 euros.**
- **Augmentation des rémunérations et refonte des grilles indiciaires.**
- **Abrogation de la loi de la Transformation de la fonction publique.**
- **Autonomie fiscale pour les collectivités territoriales**
- **Abrogation de la réforme des retraites**

POUR VOUS SYNDIQUER, remplir le bulletin à votre disposition
POUR VOUS RENSEIGNER, contact : cgt-gpso@seineouest.fr